

<https://divergences.be/spip.php?article3838>



Politique industrielle sans nationalisme

- Aujourd'hui - Novembre 2024 - USA -

Date de mise en ligne : jeudi 31 octobre 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Peut-on élargir le rôle de l'État dans l'économie tout en diminuant sa capacité à faire la guerre ?
Extraits

Automne 2024

[Origine Dissent](#)

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH182/usa2-6b9a9.jpg>

Au cours des deux premières années qui ont suivi l'élection de M. Biden, la gauche a manifesté un enthousiasme considérable à l'égard de l'adoption par l'administration d'un rôle économique plus important et plus actif pour le gouvernement fédéral.

Je faisais partie de ceux qui voyaient dans les ambitions du projet de loi "Build Back Better" et dans l'adoption consciente de la politique industrielle une rupture brutale et inattendue avec le consensus des trente dernières années en matière de politique économique.

M. Biden a gâché cette première promesse en soutenant la campagne israélienne de massacres à Gaza. Il laissera en héritage les piles de bâtiments détruits et les cadavres d'enfants qu'il a tant contribué à créer, avec des collaborateurs tels qu'Antony Blinken.

L'administration a également pris des airs de Trump en matière d'immigration, en promettant de "fermer la frontière" aux demandeurs d'asile désespérés. Sur le plan international, elle s'est engagée dans une vision manichéenne du monde où les États-Unis sont enfermés dans une lutte perpétuelle pour la domination avec des rivaux comme la Russie et la Chine.

La politique industrielle peut-elle être sauvée de ce naufrage ? Je n'en suis pas certain.

En réalité, deux questions se posent.

- Premièrement, existe-t-il un lien inhérent entre la politique industrielle et le nationalisme économique, puisque le soutien aux industries d'un pays doit se faire au détriment de ses partenaires commerciaux ?
- Deuxièmement, est-il possible, dans la pratique, de mener une politique industrielle sans militarisme ?
- Ou faut-il pour cela le soutien de l'establishment de la sécurité nationale, le seul groupe d'intérêt puissant qui soit en faveur d'un gouvernement plus important et plus actif ?

Une grande partie des discussions autour de la politique industrielle part du principe que le gain d'un pays doit être la perte d'un autre. Les responsables américains insistent sur la nécessité de surpasser la Chine sur les marchés clés et se plaignent constamment de l'aide "injuste" que la Chine apporte à ses fabricants, au détriment des producteurs américains.

Les fonctionnaires européens formulent des plaintes similaires à l'égard des États-Unis. Cette vision à somme nulle de la politique commerciale est partagée par un courant de pensée influent à gauche, principalement associé à Robert Brenner et à ses disciples. Selon eux, l'économie mondiale est confrontée à une situation permanente de surcapacité, dans laquelle les investissements industriels dans un pays font tout simplement baisser la production et

les profits ailleurs.

Selon les mots sans concession de Dylan Riley, "la période actuelle n'offre même pas l'espoir d'une croissance" et ne permet qu'une "politique de redistribution à somme nulle". Dans ce contexte, le développement signifie simplement le déplacement de l'industrie manufacturière des pays riches par des concurrents à moindre coût.

[...]

D'autre part, la crise climatique est urgente. Et les arguments en faveur d'un rôle public plus direct dans l'orientation des investissements sont plus forts que jamais. On peut affirmer sans risque de se tromper que ni le boom historique de la construction de nouvelles usines ni la croissance rapide de l'énergie solaire (qui représente la majorité des nouvelles capacités de production d'électricité ajoutées en 2024) ne se seraient produits sans l'IRA. Il est facile de comprendre comment les défenseurs du climat pourraient être tentés de conclure un marché faustien avec l'État de sécurité nationale, si c'est le seul moyen de faire adopter ces mesures.

Personnellement, j'aimerais éviter ce pacte avec le diable. Je pense que nous devrions nous opposer à toute politique visant à renforcer les États-Unis face à la Chine et rejeter l'idée que la suprématie militaire des États-Unis est dans l'intérêt de l'humanité. Une guerre totale entre les États-Unis et la Chine (ou la Russie) serait peut-être la seule issue pire pour l'humanité qu'un changement climatique incontrôlé. Même si la nouvelle guerre froide peut être contenue - et ce n'est pas quelque chose d'acquis - le côté vert de la politique industrielle est susceptible de perdre du terrain chaque fois qu'il entre en conflit avec les objectifs de sécurité nationale, comme nous l'avons vu récemment avec les droits de douane de Joe Biden sur les cellules solaires, les batteries et les véhicules électriques chinois. Le sondeur démocrate David Shor a récemment tweeté qu'il "préférerait de loin vivre dans un monde où la température augmenterait de 4 degrés plutôt que dans un monde où la Chine serait un hégémon mondial". Les responsables de l'administration ne l'exprimeraient sans doute pas de manière aussi catégorique, mais on peut affirmer sans risque de se tromper que nombre d'entre eux sont du même avis.

Adam Tooze a observé qu'historiquement, les socialistes étaient souvent favorables à des budgets équilibrés, parce qu'ils s'attendaient, non sans raison, à ce que le principal bénéficiaire de règles fiscales plus souples soit l'armée. La grande question qui se pose aujourd'hui en matière de politique industrielle est de savoir si cette logique s'applique toujours ou si l'expansion du rôle de l'État dans le domaine économique peut être combinée à une diminution de sa capacité à faire la guerre.

Post-scriptum :

J.W. Mason est professeur agrégé d'économie au John Jay College, CUNY, et chercheur principal au Roosevelt Institute. Son livre Money and Things, avec Arjun Jayadev, est à paraître aux Presses de l'Université de Chicago.